

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 283 - VENDREDI 11 MARS 2016

PÂQUERETTE PRINCIÈRE

Sophie Marceau refuse la Légion d'honneur.
Encore un affront à notre ami le Prince.

AGENDA MILITANT

→ 14 mars

Arras [Sociologie de l'organisation et de l'action collective](#)

→ 15 mars

Chaumont [L'animation déboussolée...](#)

→ 16 mars

Montreuil [Syndicat et coopératives](#)
Paris [Etats généraux de la santé](#)

→ 17 et 31 mars

France [On manif' et on grève !](#)

→ 18 mars

Barcelonnette [Merci patron !](#)

→ 19 mars

Montreuil [Conseil national d'Ensemble !](#)
Nantes [Les femmes face au sexisme et au racisme](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Organisation**

[Le Front de gauche est mort ce week-end.](#)

Roger Martelli

→ **Citoyenneté**

[La marche des insoumis.](#)

Jean-Luc Mélenchon

Une politique sans principes

Quel rapport entre une légion d'honneur décernée à un prince saoudien, le traitement des migrants, ou encore les déclarations de Manuel Valls au dîner du Crif ? Apparemment aucun. En réalité, le rapport existe et il n'est pas très glorieux. Il se résume d'un mot : cynisme. C'est le comportement d'un pouvoir qui a perdu de vue tout principe.

L'exemple le plus flagrant est cette affaire de décoration remise par le président de la République en personne au ministre de l'Intérieur d'un pays qui torture et décapite à tour de bras. La France de François Hollande n'a rien trouvé de plus urgent que de s'engouffrer grossièrement dans la brèche ouverte par la détérioration des relations entre Ryad et Washington après la signature de l'accord sur le nucléaire iranien. La *realpolitik*, celle des ventes d'armes, avait sans doute besoin de ce supplément de zèle.

"Cynisme", c'est aussi le mot qui convient pour qualifier la nouvelle surenchère de Manuel Valls au dîner du Crif, lorsque le Premier ministre ose affirmer que "antisionisme" et "antisémitisme" sont synonymes. Netanyahu en rêvait, Valls l'a dit. Cette confusion volontaire sonne comme un soutien au gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël. Et c'est évidemment une tentative de bâillonner toute critique à une politique colonialiste qui défie le droit international. Et cela, au risque de diffuser en France le pire poison antisémite qui se nourrit précisément de l'amalgame entre ce qui relève du racisme et ce qui appartient au champ de la critique politique.

L'affaire des migrants est évidemment plus complexe. Mais on n'a pas entendu que la France ait protesté contre cet accord épouvantable entre l'Union européenne et la Turquie. La première renvoyant les réfugiés vers la seconde, moyennant finance. Avec, au passage, une aide à un régime qui n'en finit pas d'attaquer la démocratie. Loin de protester, la France, qui n'a pas honoré ses engagements d'accueil des réfugiés, s'en est félicitée.

En fait, la liste pourrait être longue des manquements à l'éthique. Le premier de ces manquements, n'est-il pas d'avoir tourné le dos aux promesses de la campagne de 2012 ? C'est en cela que cette histoire de légion d'honneur à l'homme qui est chargée de la répression en Arabie saoudite est fortement symbolique. Tous ces reniements, tous ces renoncements, tous ces manquements ne sont sans doute pas pour rien dans la mobilisation massive de la jeunesse. Il y a le projet de loi El Khomry, mais il y a aussi le goût amer de la trahison.

● Denis Sieffert



Directeur de Politis

L'égalité et la mondialité solidaire face au poison du nationalisme

L'historien Roger Martelli publie ces jours-ci *L'identité, c'est la guerre*. Il dialogue ici avec Laurent Lévy autour des principaux enjeux de cet ouvrage.



Laurent Lévy : Si tu veux bien, je voudrais faire un petit retour en arrière pour situer dans leur évolution les thèses que tu défends dans ce dernier livre (en

date !). En 1979, le jeune Roger Martelli publiait son premier livre, dans une collection destinée à la formation des militants du PCF ; et c'était *La Nation*. Si l'analyse était originale, l'orientation était classique ; pour simplifier, tu disais : "La nation, c'est bien." Près de vingt ans plus tard, un Roger Martelli qui avait derrière lui plusieurs livres, en particulier une importante étude sur le communisme français intitulée *Le Rouge et le bleu*, et qui était engagé dans l'entreprise de "refondation" du PCF, publiait *Faut-il défendre la nation ?* ta réponse à cette question, si elle était nuancée, était, toujours pour simplifier, "Non, pas vraiment..."

Le livre qui paraît à présent revient sur ce thème dans sa première partie, et au-delà. Il me semble que c'est pour une nouvelle inflexion : en un sens, et toujours pour simplifier, la thèse serait : "la nation, c'est mal." On reviendra tout à l'heure - de façon moins caricaturale - sur les idées développées dans ce nouveau livre, mais j'aimerais pour commencer que tu en traces la généalogie.



Roger Martelli : "La nation, c'est mal" ? Pas jusque-là... Tu as raison de dire que je suis parti d'une culture "nationale thorézienne", formalisée dans

la seconde moitié des années trente et qui a fonctionné jusqu'aux années 1980. Elle se voulait une synthèse du mondialisme soviétique et de l'esprit national français. À un bout de la chaîne, la formule du "socialisme dans un seul pays", à l'autre bout celle du "socialisme aux couleurs de la France". J'ai partagé longtemps cette culture. Je ne lui ai pas tourné le dos, mais j'ai peu à peu perçu ses limites. Trois données y ont contribué : les dérives puis l'échec du volontarisme soviétique, la montée des interdépendances et la poussée d'un nationalisme de rétraction, fonds de commerce de l'extrême-droite européenne. Les déboires du soviétisme m'ont convaincu qu'on ne changeait pas la société dans un espace clos. La place croissante du supranational m'a conduit à penser qu'il ne fallait pas laisser leur gestion aux forces dominantes de la concurrence et de la gouvernance. Et la percée nationaliste m'a paru un simple prolongement d'une tentation du repli sur soi que nourrit une mondialisation débridée. J'en ai tiré la conclusion que

la logique de la communauté fermée, majoritaire ou minoritaire, nationale ou infranationale, est un piège. La nation, ce n'est ni bien ni mal, ou plutôt ce peut être les deux. Mais le nationalisme est un mal et la tentation souverainiste est une impasse. On ne dispute pas la nation au FN : on combat son nationalisme, au nom d'une autre conception de la mondialité et d'une autre conception de la nation. Pour cela, le "communisme national" n'est plus opérationnel.

LL : On entre ici dans l'idée que tu développes au début du livre ; plus que des préoccupations théoriques, ce sont des préoccupations politiques qui l'animent. Avant d'aller plus loin et d'aborder ce qui est au cœur du livre, et lui doit son titre, la question de "l'identité", peut-être peux-tu développer ce point : la "question nationale" peut-elle être réduite à la question identitaire ? Il y a de nombreuses voix à gauche pour soutenir le contraire, et considérer la nation comme d'abord un espace de délibération, sans contenu "ethnique" ; non pas comme une identité, mais comme le cadre nécessaire de la souveraineté populaire. Mais peut-être que la confusion entre "souveraineté populaire" et "souveraineté nationale" est un élément de l'impasse que tu dénonces...



L'identité, c'est la guerre, Roger Martelli,
Éd. Les liens qui libèrent
200 p. - 18,50 €.
Mars 2016

●●● **RM** : En fait, la nation historique a dès le départ un caractère double : elle est un cadre politique de souveraineté et une communauté territoriale affective, qui fonctionne sur le registre de la famille et qui est censée transcender les différences et les conflits de classes. La conscience nationale peut ainsi fonctionner de façon ouverte (l'ensemble constitué par les citoyens est potentiellement illimité) ou de façon restrictive (seuls ceux qui possèdent la même histoire ou la même filiation en font partie). La première piste peut être propulsive (la souveraineté partagée des citoyens libres), la seconde nourrit le sentiment exclusif du nationalisme. Les deux aspects cohabitent et c'est l'histoire, celle des luttes, qui définit où se trouve la dominante, vers l'ouverture ou vers la fermeture.

Il se trouve que la dominante est aujourd'hui massivement du côté de la fermeture. Parce que le sentiment que le futur est incertain pousse de façon générale au repli sur soi, au fantasme de la protection, à la clôture des communautés, qu'elles soient nationales ou non. Pour que l'avenir retrouve du sens partagé, la question de la souveraineté doit effectivement devenir décisive. Seule l'extension de la citoyenneté peut, dans ce monde d'apparence

insaisissable, permettre aux individus de troquer la peur de l'autre contre la volonté de produire du commun. Mais il n'y a pas de cadre territorial privilégié pour cela. L'espace national de la souveraineté n'a pas perdu toute pertinence, mais son efficacité suppose désormais que la souveraineté populaire se déploie dans tous les territoires sans exception, du local au supranational.

**La nation,
ce n'est ni bien
ni mal, ou plutôt ce peut
être les deux.
Mais le nationalisme
est un mal et la tentation
souverainiste
est une impasse.**

Ce qui compte est que la souveraineté soit "populaire". Elle n'est plus "avant tout nationale".

LL : Si la question de la nation occupe les premiers développements de ton livre, tu en généralises ensuite le propos à l'ensemble des phénomènes que tu appelles "l'identité". Mais il ne va pas de soi que "l'identité" puisse fonction-

ner comme grille d'analyse, ou comme concept, avec une telle généralité. N'y a-t-il pas de nombreux phénomènes aux logiques différentes que l'on peut englober sous ce mot, et ne penses-tu pas qu'il y a un risque, à les confondre, de calquer l'analyse des uns sur la réalité des autres jusqu'à peut-être perdre les spécificités des uns ou des autres qui n'appellent peut-être pas la même approche – sur le plan théorique, mais surtout sur le plan politique ?

RM : J'avoue que je n'ai pas cherché là à retranscrire la complexité des discours sur l'identité mais, au contraire, la simplicité inquiétante de ce qui est devenu une idéologie dominante. Mon titre est une provocation, donc une exagération. Il se veut simplement un cri d'alarme dans un air du temps structuré par une double évolution. D'un côté, on trouve l'idée que la guerre froide a laissé la place à un état de guerre rampant, où l'on ne sait plus ce qui relève de l'interne et de l'externe. Et la conviction la plus répandue est celle que l'Américain Samuel Huntington a imposée en 1993 : l'instabilité du monde renvoie au "choc des civilisations", civilisations dont le noyau fondamental serait la religion. D'un autre côté, s'est structurée peu à peu l'idée que, dans les sociétés contemporaines, la classe a ●●●

●●● laissé la place à l'ethnicité, que la question de l'égalité a été dépassée par celle de l'identité.

D'un côté, l'acceptation "réaliste" de l'état de guerre, de l'autre côté, l'obsession de l'identité. Mon titre mêle les deux, pour dire que, si nous laissons filer cet air du temps, le pire peut advenir. Il n'est pas fatal, mais il fait partie des possibles. Une fois admis ce constat, il est vrai qu'il faut garder le sens de la nuance et de la complexité. Toute attention au fait national ne conduit pas au nationalisme, toute prise en compte du besoin de s'identifier ne mène pas à l'obsession identitaire. Mais je considère que nul ne peut ignorer que le désordre de la mondialisation capitaliste porte plus volontiers à exalter la différence qu'à valoriser le commun, à tracer des frontières plutôt qu'à les ouvrir, à construire des murs, partout, plutôt qu'à les détruire. Tout ce qui, au nom du réalisme, pousse à se replier sur le cocon communautaire, quelle qu'en soit la taille, m'inquiète au plus haut chef. L'enfer, dit-on, est pavé de bonnes intentions. Même quand il s'agit de valoriser les discriminés, de protéger les minorités menacées, de regrouper les catégories populaires les plus fragilisées, la tendance au repliement communautaire est une impasse. Il a l'apparence du réalisme et il est le pire des irréalismes. Quelle qu'en soit la difficulté, rien ne doit détourner du combat pour l'égalité et la mise en commun universelles.

LL : Je comprends bien le côté provocateur du titre, et la simplification qu'il suppose. Mais dans le livre lui-même, on trouve de façon insistante cette même idée simplifiée de "l'identité", considérée comme un discours ou une attitude bien identifiable, et il me semble que tu laisses peu de place

**Toute prise en compte
du besoin de s'identifier
ne mène pas
à l'obsession identitaire.
Mais nul ne peut
ignorer que le désordre
de la mondialisation
capitaliste porte plus
volontiers à exalter
la différence
qu'à valoriser
le commun.**

à la variété des phénomènes ou situations où quelque chose comme "l'identité" entre en considération, ce qui fait que leur dénonciation apparaît parfois comme unilatérale, comme si tu avais voulu poursuivre dans le texte la "provocation" du titre.

Par exemple, tu notes ceci : « *Les sociétés anciennes n'ont pas besoin de l'identité. Leurs structures sont communautaires du haut en bas. Le "nous"*

l'emporte sur le "je". » Pourtant, il me semble que "l'identité" n'est pas nécessairement un phénomène individuel ; au contraire, il y a de nombreuses "identités collectives", si bien que l'opposition du "nous" et du "je" n'est pas toujours pertinente pour dénoncer le caractère régressif de l'identité, sur lequel tu insistes de façon exclusive. Et je ne prendrai qu'un exemple, que tu évoques dans ton livre : celui de l'identité de classe. Tu écris ainsi : « *La lutte des classes a laissé place à la guerre des identités* », ou encore que « *l'identité s'est substituée à la conscience de classe* ». Mais la conscience de classe n'a-t-elle pas un côté "identitaire", avec la fierté ouvrière, voire la culture ouvrière ?

RM : Je ne nie pas qu'il y ait de l'identification dans la société. Tout individu construit sa personnalité en articulant des appartenances diverses, qui renvoient à des situations, des expériences, des histoires collectives singulières. De même, les groupes s'auto-définissent et construisent leurs imaginaires en partageant une histoire, des repères, des symboles, des valeurs. Ce travail d'identification est constitutif de la socialisation. Mais dès l'instant où le processus ouvert d'identification se fige en délimitant des identités fermées, on glisse facilement de l'affirmation du spécifique à l'exaltation de la différence. L'identification participe de la liberté, l'identité fonctionne à la clôture, à la frontière et, trop souvent hélas, à l'édification des murs. ●●●



La Bataille des mondes, Roger Martelli
Éd. François Bourin
212 p. - 16 €

●●● Tu évoques l'expérience ouvrière. C'est un bon exemple. Les ouvriers dispersés des premiers temps prennent conscience de leur communauté de destin en se pensant eux-mêmes comme un "nous", qui s'oppose au monde du "eux" qui les exploite et les domine. Ce dualisme du "eux-nous" est un passage obligé pour devenir un groupe capable de peser dans le tout social. Le problème est ce que devient le "nous" une fois qu'il est constitué. Le monde ouvrier pouvait intérioriser ce "nous" jusqu'à le penser dans son extériorité absolue : se protéger du "eux" est alors la condition de l'existence collective. Mais, ainsi conçue, la protection peut tourner à l'isolement. À l'arrivée, on a le mouvement ouvrier américain : une contre-société ouvrière et une conscience de classe exceptionnelles, mais une marginalité politique totale.

Je crois que l'histoire du mouvement ouvrier français ouvre une autre piste. Il part du "eux-nous", de la fierté ouvrière revendiquée, mais, au lieu de se replier sur l'identité ouvrière (le choix du proudhonisme ou du syndicalisme révolutionnaire), il a cherché (modèle socialiste "jaurésien" puis communiste) à combiner l'originalité ouvrière et l'insertion au sein d'un "peuple" républicain autour des valeurs plébéiennes d'égalité. Au fond, il est parti du "eux-nous" pour pousser à construire l'horizon commun du "tous".

Quand on ne croit plus que l'égalité soit possible, il ne reste plus qu'à protéger

chaque groupe autour de son "identité". Quand le commun n'est pas possible à l'échelle de la société, il ne reste plus qu'à en produire le substitut fictif au sein de la "communauté" plus réduite, minoritaire ou nationale. Or ce substitut est illusoire et il est dangereux : au bout d'un moment la communauté devient une finalité en elle-même, fût-ce en s'opposant à d'autres "communautés". Ce processus est une clôture. Dès l'instant où le com-

Quand on ne croit plus que l'égalité soit possible, il ne reste plus qu'à protéger chaque groupe autour de son "identité". (...) Au bout d'un moment la communauté devient une finalité en elle-même, fût-ce en s'opposant à d'autres "communautés".

munisme s'identifie, non pas à une fin ou à une organisation provisoire mais à une communauté particulière, qui finit par devenir une fin en elle-même, il risque le repli sur soi, l'isolement puis l'échec. Belle leçon...

Ne pas confondre l'identification et l'identité, le commun et la communauté : dans un monde où l'identité se fait obsessionnelle et où les frontières se

font murs, ces distinctions me semblent fondamentales. Si on le les respecte pas, nous pourrions bien être voués au repli sur soi, à la peur des autres "identités" ou "communautés" et peut-être à la guerre.

LL : Mais tout de même... que la classe ouvrière se considère comme un "nous" ne l'empêche certes pas de se projeter dans une société du "tous", mais si cela la conduit à perdre son identité, son sentiment d'existence "contre" la classe capitaliste, c'est la lutte des classes qui disparaît prématurément, c'est-à-dire avant la victoire, dès lors rendue impossible. La dissolution de ce "nous", c'est aussi celui de la "classe pour soi".

Lorsque tu écris : « *L'exemple du monde ouvrier tend à montrer que c'est (...) l'isolement dans la communauté qui produit la subordination politique de fait et contribue à perpétuer la subalternité ouvrière* », ne peut-on pas dire de façon symétrique que sa fusion dans un "peuple" indistinct et dont les conflictualités objectives cessent d'être vécues comme telles, c'est là que la subalternité ouvrière devient inévitable ?

RM : Justement, l'intérêt de l'exemple français est d'avoir su, pendant quelques décennies, échapper au double piège de l'isolement et de l'enlèvement. Mais pour cela, le mouvement ne s'est pas valorisé pour lui-même, dans sa différence. Il a mis en avant le projet égalitaire et émancipateur ●●●

●●● que nourrissait la dépendance prolétarienne, de telle sorte que ce projet a fini par ne plus être la seule marque distinctive du monde ouvrier. Dans son identification de classe, le mouvement a mis en avant ce qu'il avait de plus universel : le projet d'une société concrètement construite autour des principes d'égalité, de citoyenneté et de solidarité. C'est en agissant dans la perspective immédiate du "tous" qu'il a marqué la société et la gauche de son empreinte et qu'il a imposé la dignité et la reconnaissance du monde ouvrier. Le monde ouvrier français n'a pas renoncé à sa spécificité mais, d'une certaine façon, il s'est "décommunautarisé". Le problème est qu'aucun projet global de société ne rassemble aujourd'hui les contours d'un peuple éparpillé. De ce fait, il ne reste plus que le ressentiment, le repli sur les communautés restreintes ou l'insertion dans les logiques de l'enrichissement individuel. Les catégories populaires sont dispersées, dominées et ne marquent plus l'espace social de leur empreinte.

LL : On trouve ici les apories du thème du "communautarisme", à propos duquel tu écris des choses dans lesquelles je peux assez facilement me reconnaître – ce qui est d'ailleurs le cas de l'essentiel du livre. Je pense en particulier à ce passage du livre où tu écris : « Voilà une trentaine d'années que le "communautarisme" fait partie de ces mots stigmatisés qui, comme le "politiquement correct", visent à condamner sans autre forme de procès ceux dont on conteste l'opinion.

En apparence, il désigne l'enfer de l'identité. En fait, pour celui qui emploie le terme, il caractérise toutes les identités... sauf la sienne. »

Alors je pose ma question en forme de provocation : la dénonciation de "l'identité" ne court-elle pas le risque d'être comprise comme visant d'abord les personnes ou groupes dont l'identité n'est pas celle de tout le monde ?

Plutôt que d'intérioriser le primat de l'identité, mieux vaut proposer à la société tout entière de remettre au cœur du débat public la question de l'égalité et de ses corollaires, la liberté-citoyenneté et la solidarité.

RM : Je comprends ta préoccupation, d'autant plus qu'on est en train de passer d'un communautarisme de minorités dominées à un communautarisme de dominants, volontiers paré des vertus de l'universalisme, quand ce n'est pas de la laïcité. Je ne confonds pas les deux : le communautarisme ou le nationalisme des dominés n'est pas équivalent à celui des dominants ; le désir de protection communautaire des plus démunis n'est pas sur le même plan que la protection égoïste des nantis.

Mais, qu'il soit dominant ou dominé, le risque existe que le repli communautaire ne soit que l'intériorisation de l'impossibilité du partage et du commun à l'échelle de la société. Or le primat de l'identité sur l'égalité et le recouvrement du commun par le communautarisme ne sont pas le résultat d'évolutions fatales des sociétés. Ils ont été travaillés par des forces qui, d'une façon ou d'une autre, nient la possibilité du partage et valorisent l'inéluctabilité de la compétition et du rapport des forces. Or, à ce jeu, ce sont toujours les mêmes qui gagnent et toujours l'émancipation qui perd. Ajoutons qu'il se trouve que, depuis près d'un demi-siècle, ce sont les idéologues de la droite extrême qui ont imposé ces thèmes, à la droite tout d'abord et aujourd'hui à une part de la gauche. Ce n'est pas un hasard si c'est l'extrême-droite qui en bénéficie désormais...

Plutôt que d'intérioriser le primat de l'identité, pour valoriser celle des dominants ou pour protéger celle des dominés, mieux vaut proposer à la société tout entière de remettre au cœur du débat public la question de l'égalité et de ses corollaires, la liberté-citoyenneté et la solidarité. Polarisons-nous sur l'égalité et sur le commun, pas sur l'identité et le communautarisme : à l'arrivée, ce sont les moins bien pourvus qui y gagneront et, avec eux, la société tout entière.

LL : Il y aurait à dire, mais je ne vais pas épiloguer. Pour le temps qui nous reste, j'aimerais que tu reviennes un peu sur ce qui constitue la fin de ton livre – et donc sans doute l'une de ses raisons



Politique Hors-champ, Laurent Lévy
Éd. Kimé
416 p. - 28 €

●●● d'être. Il s'agit des questions politiques très actuelles de la façon dont s'articulent aujourd'hui les questions "nationales" que nous évoquions tout à l'heure, et les question "inter-", "supra-", "multi-" ou "transnationales". Et bien sûr, la question européenne est de ces questions un exemple paradigmatique. Je voudrais encore une fois te citer, dans un passage du livre où tu donnes de façon particulièrement bienvenue une grande généralité à cette problématique : « *Les enjeux économiques, démographiques et culturels tracent les contours d'une interdépendance qui fait de la planète un monde, et pas seulement la juxtaposition des nations. On n'observe certes pas un seul ordre du monde que détermineraient la logique marchande et la raison technocratique. La multipolarité structure l'espace de façon plus complexe que jamais. Mais il existe désormais un devenir planétaire commun qui ne relève plus de la seule méthode des rapports entre nations. Le monde ne peut plus se penser sur le registre exclusif de l'entre-soi des nations ; il est davantage que de l'"inter-nations". Il a une épaisseur qu'il n'avait pas au temps où Rousseau et Herder renâclaient devant le cosmopolitisme au nom de l'esprit national.* »

Alors ? La nation fait-elle place au monde ? Comment penser le monde comme un espace politique – c'est à dire dans lequel il soit possible d'envisager des luttes politiques à son échelle ? Entre l'espace de la politique et celui de la domination, sommes-nous pris dans

une nasse inextricable ? Et comment un sentiment plus porteur d'émancipation que l'identité, ou que la nation, peut-il émerger dans cette histoire ?

**Tout en récusant
la thèse de
l'obsolescence absolue
du cadre national,
je juge nécessaire
sa relativisation. Il
existe désormais
une interdépendance
planétaire des devenirs
humains, (...)
une mondialité dont
nous ne pouvons laisser
la gestion aux forces
de la concurrence
et de la gouvernance.**

RM : Pour contredire cette logique et en formuler une autre, il n'y a pas de territoire plus stratégique que d'autre. J'ai au contraire la conviction que c'est en menant partout le même combat, dans la longue durée, que l'on peut espérer passer d'une méthode dominante à une autre. Ce qui compte, c'est la cohérence de l'action transformatrice quel que soit le territoire d'action ; ce n'est pas tel ou tel territoire particulier.

En ce sens, "l'euro-péisme" et le "sovereinisme" sont à part égale inadaptes. La nation n'a donc pas fini sa trajectoire historique, d'autant moins qu'il n'existe pas pour l'instant de territoire supranational ou infranational qui ait acquis la consistance d'une communauté citoyenne de destin. Mais tout en récusant la thèse de l'obsolescence absolue du cadre national, je juge nécessaire sa relativisation. Tout simplement parce que, comme tu viens de le rappeler, il existe désormais une interdépendance planétaire des devenirs humains. Le monde ne se réduit pas à de "l'inter-nations". La mondialisation capitaliste est sans doute vérolée ; cela n'empêche pas qu'il existe une mondialité et que nous ne pouvons laisser sa gestion aux forces conjuguées de la concurrence et de la gouvernance. C'est pourquoi, à mes yeux, la solution aux maux de la mondialisation n'est pas la démondialisation ; quant aux impasses de la gouvernance supranationale, elles ne justifient pas pour autant que la lutte émancipatrice est "avant tout nationale".

L'impulsion nationale ne vaut désormais que si elle pense ses propres limites. Je disais tout à l'heure que l'esprit national est toujours à la fois ouverture et fermeture. Le second terme doit définitivement laisser la place au premier.

● Entretien réalisé par **Laurent Lévy**

Les vitesses de la politique

Quelle est la bonne vitesse en politique ? Apparemment, il n'est pas question de ça dans les débats actuels sur l'avenir du Front de gauche. Et pourtant, si.

Il y a celle de savoir s'il est mort ou vivant. Ce qui a marché ou pas. Et en conséquence si les choses se passent en dehors de ce cadre ou pas. Nous savons ce que nous n'avons pas. Nous n'avons pas réussi à créer un cadre qui dépasse le cartel d'organisations. Nous n'avons pas les mêmes configurations d'alliances à toutes les élections. Nous n'avons pas trouvé le moyen de désigner notre candidatE à la présidentielle. Nous n'avons pas trouvé de moyen de l'articuler avec le mouvement social, les intellectuels, la grande majorité du peuple. Nous n'avons pas créé d'espace de discussion sur le fond. Et sans doute d'autres choses.

Qu'avons-nous ? Des familles politiques qui ne se parlaient pas, voir se détestaient depuis des décennies : des communistes de toutes sortes, des autogestionnaires, des socialistes républicains, des écologistes et encore plein d'autres... Depuis combien de temps essayait-on de mettre tout ce petit monde ensemble ? Remontons à la campagne de Henri Fizbin en 1984 avec le PSU, à la campagne Juquin, aux multiples appels Ramuleau et autres machins pour une alternative citoyenne, j'en passe et des meilleurs...

Une étiquette, «Front de gauche», qui existe, qui fait moins «chute du mur de Berlin» que PCF et plus compréhensible qu'Alternatifs, gauche anticapitaliste, et autres acronymes pour initiés...

Un candidat à la dernière présidentielle qui est donné dans les sondages au même score dans la prochaine, soit en 10 et 1 2%... Se souvient-on qu'en 2012, Marie-George Buffet fit 1,93 %, José Bové 1,32 %, Olivier Besancenot 4,08 %...

Le Front de gauche est apparu pour les européennes de 2009. Faut-il se dire que cela fait déjà 7 ans ou seulement 7 ans ? On dira déjà 7 ans, si on pense

à l'urgence de la montée du Front national, à la catastrophe de la fonte des glaces pour cause de réchauffement climatique, à la déchéance accélérée du gouvernement Hollande/Valls. Déjà 7 ans, si on a en tête l'émergence rapide de Podemos, de Syriza, des gouvernements de gauche de la gauche en Amérique latine.

Car il est bien là le problème. En politique, quelle est notre échelle de temps ? La vitesse des chaînes d'information ne joue-t-elle pas ce méchant tour de nous faire croire que tout se passe et change très vite alors que le bouleversement d'un instant se heurte à la longue durée des choses ? Le bouleversement des opinions à la vue d'un enfant mort sur une plage est vite rattrapé par des décennies de propagande anti-immigrés. Une fièvre électorale se casse sur l'inertie de la V^e République. Les moments où les choses deviennent liquides ne suffisent pas à bousculer l'ordre des choses.

Gramsci, s'inspirant de la guerre de 14-18, évoquait la guerre de mouvement et celle de position. Non pour les opposer mais pour qu'elles se complètent. Faire une guerre de mouvement pour gagner des positions. Garder ses positions pour permettre des mouvements. Ainsi, dans un même Front de gauche, une répartition des rôles est possible. Une répartition, et non pas faire une guerre de mouvement en liquidant ses positions, comme semble le faire Mélenchon contre le Front de gauche. Non pas se replier sur ses anciennes positions pour flinguer ceux qui amorcent un mouvement, comme semble s'y ingénier le PCF envers Mélenchon. Avoir la souplesse, la rapidité du mouvement et aussi la patience d'installer ce qui prend du temps.

Si l'écologie a quelque chose à apporter à la politique, c'est la notion de diversité et de complémentarité, si importante dans la nature. Et cette diversité là, s'applique aussi au temporel... et à celui du Front de gauche.

● Stéphane Lavignotte



H comme Homme ou humain

Qui se souvient de la controverse des années soixante sur l'humanisme, entre philosophes marxistes ? Elle n'était pourtant pas sans enjeux. Althusser se prononçant pour un « *antihumanisme théorique* »¹, entendait guérir le marxisme de la contamination d'un certain humanisme abstrait et impuissant. Ce souci n'était pas dénué de raison... et il garde une certaine pertinence.

Le slogan d'aujourd'hui, "L'humain d'abord", sans rupture avec la logique libérale de l'Europe ni sans contrôle social du capital financier, ne serait qu'une simple proclamation.

Mais en jetant le discrédit sur la notion d'humanisme, Althusser faisait sans doute fausse route. Après l'expérience du stalinisme, le principal reproche qu'on pouvait faire aux révolutionnaires était en effet certainement d'avoir « *un peu oublié les hommes* », comme le disait Sartre, dans la lettre qu'il adressait à Roger Garaudy et que celui-ci a reproduite dans *Perspectives de l'Homme*². L'antihumanisme pratique, voire le mépris à l'égard de la personne humaine, avait malheureusement trop souvent pris un caractère très réel. Cela conduisit beaucoup de philosophes marxistes à élaborer au contraire ce qu'on pourrait nommer un "humanisme concret". Et ce courant est d'une grande richesse. À l'étranger, on peut citer les noms de Lukacs, Ernst Bloch, Adam Schaff, Marcuse ou Erich Fromm...

Sans entrer dans le détail de débats philosophiques pour une part aujourd'hui derrière nous, il faut aborder une question très actuelle et qui touche des millions d'hommes et de femmes. C'est celle de la "nature humaine".

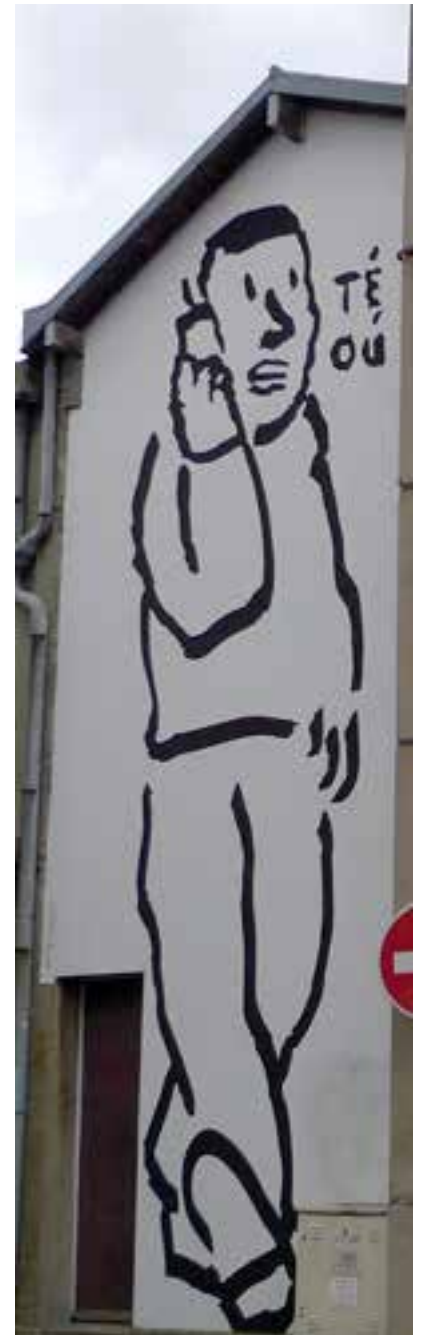
Nombreux sont ceux qui pensent que l'échec des expériences socialistes tient à la nature humaine elle-même, qui serait de toute éternité portée à l'égoïsme et donc mieux adaptée au capitalisme.

Ceci est conforté par le fait qu'il y a eu chez la plupart des marxistes, même parmi certains qui se voulaient "humanistes", un rejet de toute idée de nature humaine, laquelle était perçue comme une vieille lune idéaliste.

La répétition dogmatique (ou au moins scholastique) de la VIe thèse sur Feuerbach ("L'essence de l'homme, c'est l'ensemble de ses rapports sociaux") a alimenté une vision entièrement historiciste et sociologique de l'être humain.

Les besoins naturels, les pulsions, les affects tels qu'ils avaient pu être analysés (de Spinoza à Freud) furent souvent sous-estimés³.

Du coup, cela a conforté l'idée (au fond idéaliste) que l'homme pouvait entièrement changer, qu'il était une sorte de page blanche sur laquelle la révolution allait écrire un texte radicalement neuf. On a vu ainsi se substituer à l'idée de « *l'homme total* » esquissée par Marx le projet d'un "homme nouveau". Ce qui est très différent... Quand Marx parle d'homme total, il vise au dépassement de l'aliénation, les êtres humains ●●●



Té où... L'Homme, l'Humain ?
© Michel Quarez

1. Louis Althusser, *Pour Marx*, 1962, La Découverte

2. Roger Garaudy, *Perspectives de l'Homme*, 1959, P.U.F

3. Yvon Quiniou, *l'Homme selon Marx*, éditions Kimé 2011.

●●● se libérant de ce qui les rend étrangers à eux-mêmes, renouant avec leur nature qui est de produire leur propre histoire. Même s'il n'en a pas fait le cœur de son étude, Marx n'ignorait pas que l'homme est aussi un être de nature, qu'il a des besoins invariants, même si le contenu et la forme de leur réalisation ne cessent de se transformer au cours de l'histoire. La psychologie, mais aussi l'éthologie (étude du comportement animal) le confirment. Même si nous sommes à certains égards des animaux dénaturés, nous partageons avec les mammifères bien des traits contradictoires : l'agressivité, voire l'instinct de propriété, mais aussi le besoin de tendresse et la capacité d'empathie, par exemple.

Au vrai, il y a eu tout le long du XX^e siècle des penseurs pour essayer d'intégrer à la pensée objective et sociale du marxisme cette dimension subjective et individuelle. Ce fut le cas de tout le courant freudo-marxiste, de Wilhelm Reich à Fromm⁴, le cas aussi de Georges Politzer qui voulait fonder une psychologie concrète ou du savant soviétique Vygotsky.

Bien des romanciers et des poètes y ont aussi travaillé, la littérature étant obligatoirement un mode d'approche concret et sensible indispensable à la compréhension du réel. Bertolt Brecht, par exemple, se montrait très réticent à l'idée d'une société reposant sur les hommes parfaits, des saints. Il s'est prononcé avec réalisme (par exemple dans son essai sur la morale, *Me Ti ou le livre des retournements*⁵) pour une société qu'il appelle « *le grand ordre* » ou même certains défauts des individus pourraient devenir utiles...

Est-ce à dire qu'il faille renoncer à toute idée de "transformation de l'homme" ?

Quand on voit le spectacle quotidien de l'aliénation, de l'abrutissement et de l'ensauvagement que nous donne bien souvent l'humanité, on ne peut pas s'y résigner.

Lucien Sève, dans une tribune récente de *l'Humanité*, appelait à accorder à la "cause anthropologique" une attention au moins équivalente à celle que nous accordons maintenant à la cause écologique. Il a raison. D'autant plus raison que la menace d'une déshumanisation de l'humanité est face

à nous. Elle se joue chaque jour dans le racisme, la violence et la guerre généralisée, dans l'abandon de nos semblables. (Pour Brecht, le socialisme se résumait au contraire dans le précepte : "n'abandonne aucun de tes semblables"). Mais elle se joue aussi dans la transformation de la base matérielle de notre vie. La révolution numérique est porteuse de grands progrès possibles (notamment du point de vue de la culture et de la démocratie) mais elle peut aussi conduire à une nouvelle barbarie. L'aliénation nouvelle que l'on pourrait qualifier d'aliénation "technologique", qui consiste à utiliser tous les jours des objets et des pouvoirs qui nous dépassent et que nous ne maîtrisons pas, ni intellectuellement ni pratiquement, peut conduire à des désastres humains. Il y a certains apôtres d'un nouveau "transhumanisme" dont les projets peuvent faire froid dans le dos : avec l'implantation de puces, la manipulation des gènes, etc. l'homme peut être réparé... ou transformé en "appendice de la machine", en androïde tenu en laisse par les maîtres. Si on laisse l'ingénierie humaine entre les mains des savants fous du profit, ce n'est pas le surhomme nietzschéen que l'on verra apparaître mais Frankenstein, dans une humanité de plus en plus divisée d'avec elle-même, une humanité en proie à *l'Apartheid* entre les « *Olympiens* », comme les nommait déjà Henri Lefebvre, et les sous-hommes...

Il y a donc urgence à redonner au combat progressiste un souffle moral. De la même façon qu'il faut sauver la planète, l'humanité doit être sauvée.

Cela passe évidemment par un combat par la culture et dans la culture.

La pensée de Marx prolonge l'humanisme et lui donne une dimension nouvelle. Contrairement à l'idée généralement répandue, c'est une pensée de la liberté, ou plus exactement de la libération. L'être humain n'est pas une créature mais son propre créateur. Il se produit en produisant ses conditions d'existence. Sa liberté n'est jamais absolue, il dépend des conditions déterminées dans lesquelles il se trouve, mais c'est lui qui dans ces conditions produit sa propre histoire et invente sa liberté.

Le but (mais aussi le moyen) est de permettre aux individus, aux femmes et aux hommes, de devenir maîtres d'eux-mêmes, « *souverains* », comme le disait le romancier Roger Vailland.

4. Erich Fromm, *La conception de l'homme chez Marx*, Petite bibliothèque Payot, 2010.

5. Bertolt Brecht, *Me Ti ou le livre des retournements*, éditions de l'Arche.



Image de la semaine



● **Loi "licenciements"**. Il paraît que Manuel Valls a menacé François Hollande de démissionner si le projet de loi El Khomri était abandonné. Heureusement (lol !), la CFDT sera bientôt prête à donner son aval, après quelques menues concessions gouvernementales en cours de préparation. Pendant ce temps, les manifestations du 9 ont lancé la mobilisation dans la rue et la pétition contre le projet gouvernemental a atteint ce jeudi près de 1,3 million de signatures. Sont annoncées : le 17 mars, une nouvelle mobilisation des étudiants, le 22 mars une grève massive de la Fonction publique et le 31 mars une grève générale pour le retrait de ce projet.

● **Double langage**. Pierre Laurent indiquait, lundi 7 mars, lors d'un "Lundi de gauche" organisé par son parti, que « la force qui s'est mise en mouvement en 2012 avec le Front de

gauche, et beaucoup d'autres depuis, existe. Elle ne demande pas pour qui elle votera dans un an mais qu'on discute des questions de fond ». Deux jours plus tôt, lors du conseil national du PCF, le secrétaire national expliquait : « Mon problème, c'est de construire, avec

tous ceux qui veulent autre chose, une candidature qui soit en rupture avec sa politique ». Comprend qui peut.

● **Ignoble Légion d'honneur**. Le ministre de l'Intérieur et prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohammed ben Nayef, s'est vu remettre par François Hollande l'insigne républicain. Franchement, y'a des baffes qui se perdent !

● **Réforme policière et liberticide**. Les députés ont adopté, mardi 8 mars, la réforme pénale par 474 voix contre 32 (et 32 abstentions), qui prend le relais de l'état d'urgence. Seuls 13 députés Front de gauche, 9 députés écologistes, 6 députés socialistes et quelques individualités de droite ont voté contre. Une importante mobilisation est prévue samedi 12 mars partout en France. + d'infos, [ici](#)

● **Alternative**. Notre dossier "Se fourvoyer avec le PS ou construire une nouvelle dynamique avec Mélenchon" ([ici](#)) a suscité de nombreuses réactions, tantôt favorables tantôt critiques. Les uns estiment que les primaires de la gauche sont un moyen d'éviter une candidature de Hollande en 2017, et veulent croire que s'imposera une candidature alternative telle celle de Martine Aubry. D'autres pensent qu'il faut répondre à l'appel de Jean-Luc Mélenchon, et s'engager pour sa candidature. Certains pensent que ce qui compte aujourd'hui, c'est le mouvement face au projet El Khomri, et espèrent que de ce mouvement naîtra bientôt un désir d'alternative politique. Et bien d'autres positions s'expriment... Ces débats se poursuivront dans *Cerises*, bien sûr !

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr